



## **Pour une revalorisation de l'ensemble des personnels tout de suite sans condition, pour le retrait de la réforme de la voie pro, pour nos conditions de travail, construisons une grève massive en janvier**

La forte inflation accélère la dégradation du niveau de vie de l'ensemble du monde du travail. Dans la fonction publique, la revalorisation de 3,5% de la valeur du point d'indice est en deçà de l'urgence à relever l'ensemble des rémunérations d'au moins 10% immédiatement.

Par ailleurs, les éléments issus des premières réunions au ministère de l'Éducation sur le pacte confirment toutes nos inquiétudes : revalorisation de missions annexes, attaques sur le statut, mise en concurrence des personnels. Alors qu'une enquête de la DEPP démontre que les enseignant·es travaillent près de 43h par semaine, le gouvernement continue à nier la réalité : les personnels de l'éducation nationale sont non seulement sous-payés, mais ils et elles sont aussi épuisé·es. La réponse du « travailler plus pour gagner plus » est purement intolérable. Nous n'accepterons pas des mesures qui visent à rémunérer l'épuisement et à accroître les inégalités salariales entre les personnels et notamment celles entre les femmes et les hommes.

Et le président de la République continue d'avancer son projet de réforme des retraites (allongement de la durée de cotisation, recul de l'âge légal), alors que l'ensemble des organisations syndicales interprofessionnelles y sont opposées.

De plus, aucun plan de revalorisation n'est amorcé pour l'ensemble des personnels qui concourent pourtant au service public d'éducation : AESH, AED, CPE, PSY EN, personnels d'administration, d'inspection, de direction, agents territoriaux, etc. Sans compter que le gouvernement annonce là aussi un « travailler plus longtemps pour toucher des pensions réduites » avec un report de l'âge de départ ou un allongement des durées d'assurance qui seraient des reculs de nos droits.

Le projet de réforme de la voie professionnelle, dont nos organisations réclament l'abandon, s'inscrit dans ce contexte général de dévalorisation des missions d'enseignement : les jeunes seraient mieux formés en entreprise qu'à l'école, ce discours constitue une régression inacceptable.

Défendre la voie pro sous statut scolaire représente, pour nous, un enjeu de société majeur

Le budget 2023 prévoit des suppressions de postes qui vont se traduire par une nouvelle dégradation des conditions d'exercice des missions. Le gouvernement poursuit en effet une

politique fiscale qui assèche les comptes de l'Etat au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics (santé, éducation,...) et du financement de la transformation écologique.

Il est urgent de gagner sur l'ensemble de nos revendications, face à un gouvernement qui casse les services publics et les droits sociaux !

C'est pourquoi les organisations appellent à construire une grève des personnels de l'éducation en janvier, elles se réuniront tout de suite après la réunion de l'intersyndicale interprofessionnelle du 5 décembre pour l'articuler avec le calendrier de mobilisations sur les retraites.